

# BAN MINES NEWSLETTER

Lettre d'information sur les mines et les armes à sous-munitions

## EDITORIAL

Historique! La Conférence d'Oslo sur les armes à sous-munitions a lancé un processus politique comparable en tous points au processus d'interdiction des mines antipersonnel (voir page 2). Et si certains Etats tenteront probablement d'enrayer le *processus d'Oslo*, son issue ne fait guère de doute. Les armes à sous-munitions sont désormais en voie de disparition. Leur interdiction n'est plus seulement possible, elle est devenue inévitable.

Cette évolution est historique à plus d'un titre. D'abord parce qu'elle remet à l'avant-plan une *diplomatie nouvelle*, à l'écoute des souffrances de populations civiles directement frappées par cette arme barbare. Ensuite parce qu'elle se base sur le partenariat entre quelques Etats visionnaires et une société civile bien informée et vigilante.

Quand nous avons commencé à plaider pour l'interdiction des armes à sous-munitions en Belgique, notre souci majeur était que la voix des populations affectées soit entendue, traduite en droit et qu'elle génère un mouvement international. Nous y voilà donc. Les projets de traité d'interdiction des armes à sous-munitions circulent déjà. Il s'agit donc maintenant de veiller à ce que le traité soit le plus fort possible et qu'il bénéficie d'un large soutien international. Nous y veillerons bien sûr.

Pourtant, en novembre dernier, les Etats Parties à la Convention sur certaines armes classiques (CCW) échouaient dans leur tentative d'entamer des négociations relatives aux armes à sous-munitions. Ce nouvel échec de la CCW venait après d'autres échecs, relatifs alors aux mines anti-véhicules ou aux restes explosifs des guerres par exemple. Par conséquent, ceux qui prétendent aujourd'hui que la CCW peut résoudre le problème des armes à sous-munitions ne peuvent plus ignorer l'incapacité avérée de la CCW de traiter ce type de questions. Leur attachement à la CCW ne peut s'expliquer que par une volonté délibérée de torpiller toute initiative visant à interdire les armes à sous-munitions.

NUMÉRO 20  
AVRIL 2007

### DANS CE NUMÉRO:

#### **P 1**

- EDITORIAL

#### **PP 2-3**

- LA CONFÉRENCE D'OSLO SUR LES ARMES À SOUS-MUNITIONS.

#### **PP 3-8**

- ÉVOLUTIONS NATIONALES ET INITIATIVES RÉCENTES AU SUJET DES ARMES À SOUS-MUNITIONS

#### **PP 8-9**

- INVESTISSEMENTS EXPLOSIFS

#### **PP 9-10**

- PREMIER FORUM RÉGIONAL SUR LES ARMES À SOUS-MUNITIONS EN ASIE DU SUD EST

#### **P 10**

- MINES ET SOUS-MUNITIONS AU LIBAN ET EN ISRAËL

#### **PP 11-12**

- TRAITÉ D'INTERDICTION DE MINES

#### **P 13**

- PUBLICATIONS RÉCENTES

#### **P 14**

- NOUVELLE EN BREF
- AGENDA
- LISTE DES CONTRIBUTEURS

**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

*Membre fondateur de l'ICBL,  
Co-lauréat du Prix Nobel de la Paix*

## LA CONFÉRENCE D'OSLO SUR LES ARMES À SOUS-MUNITIONS 22 ET 23 FÉVRIER 2007

La Conférence d'Oslo sur les armes à sous-munitions s'est tenue les 22 et 23 février 2007. 49 Etats, 4 Agences de l'ONU, le Comité International de la Croix-Rouge ainsi que plus de 115 représentants de la société civile appartenant à 70 organisations de 30 pays différents y ont participé. La Norvège, la Nouvelle Zélande, le Mexique et l'Irlande ont co-présidé la conférence. Lors de la séance d'ouverture, le Ministre norvégien des Affaires Etrangères a déclaré: "Le moment est venu de nous mettre d'accord pour considérer qu'il faut désormais interdire l'usage de ces armes qui causent sans distinction tant de souffrances. Le moment est venu de nous mettre d'accord pour déclarer que nous avons besoin d'un instrument juridique international qui interdira les armes à sous-munitions qui entraînent des conséquences inacceptables au plan humanitaire. Et le moment est venu de proclamer ensemble que nous avons besoin d'un cadre pour assurer les soins et la réadaptation des victimes et des communautés affectées.

A l'issue de ces deux journées, 46 Etats<sup>1</sup> ont adopté la Déclaration d'Oslo. Seuls le Japon, la Pologne et la Roumanie n'ont pas encore exprimé clairement leur soutien.

### "Déclaration d'Oslo sur les sous-munitions

Ayant pris conscience des graves conséquences qu'entraîne l'utilisation d'armes à sous-munitions et ayant constaté qu'il est urgent d'agir, les Etats s'engagent à

1. Conclure pour 2008 un instrument international légalement contraignant qui:
  - (i) interdira l'utilisation, la production, le transfert et le stockage des armes à sous-munitions qui causent aux civils des torts inacceptables, et
  - (ii) mettra au point un cadre de coopération et d'aide tel qu'il assure aux survivants et à leurs communautés la fourniture adéquate de soins et de réadaptation, le déminage des zones contaminées, les campagnes de mise en garde contre les dangers et la destruction des stocks d'armes à sous-munitions interdites.
2. Prendre en considération les mesures nécessaires pour s'attaquer au niveau national à la résolution de ces problèmes.
3. Continuer à relever les défis d'ordre humanitaire posés par les armes à sous-munitions, et ce dans le cadre de la législation humanitaire internationale ainsi que dans tous les forums de discussion concernés.
4. Se réunir à nouveau afin de poursuivre leur tâche, à Lima en mai/juin, à Vienne en novembre/décembre 2007 et à Dublin au début 2008, et à accueillir favorablement l'annonce faite par la Belgique de sa décision d'organiser une assemblée régionale.  
Oslo, le 23 février 2007."

Cette déclaration va beaucoup plus loin que la déclaration soutenue par 25 Etats en novembre 2006 car elle fixe une échéance ("pour 2008") et ouvre la voie à "un cadre de coopération et d'aide, tel qu'il assurera aux survivants et à leurs communautés une aide adéquate en matières de soins et de réadaptation, le déminage des zones contaminées, des campagnes d'éducation aux dangers, et la destruction des stocks d'armes à sous-munitions devenues interdites."<sup>2</sup>

Le Secrétaire Général des Nations Unies a dit le 23 février qu'il était encouragé par la déclaration signée par un groupe de nations qui participaient à la Conférence d'Oslo sur les

<sup>1</sup> Afghanistan, Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Argentine, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Egypte, Espagne, Finlande, France, Guatemala, Hongrie, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Jordanie, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Mozambique, Norvège, Nouvelle Zélande, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République tchèque, Royaume Uni, Saint-Siège, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.

<sup>2</sup> Voir: *Ban Mines Newsletter* n°19.

armes à sous-munitions qui envisage la conclusion en 2008 d'un nouvel accord interdisant les armes à sous-munitions qui causent aux civils des torts inacceptables.<sup>3</sup>

Les Etats se sont également mis d'accord pour une feuille de route claire pour les étapes suivantes, avec des sessions chargées d'assurer la poursuite du processus, à Lima en mai ou juin, à Vienne en novembre et à Dublin au début de 2008.

Les ministres néerlandais des Affaires étrangères et de la Défense ont, dans une lettre adressée le 15 mars à la Chambre des Représentants, émis l'appréciation suivante sur la Conférence d'Oslo: "Il est indubitable que la Conférence d'Oslo a été un franc succès qui a dépassé les espérances. La session a donné une impulsion à la lutte contre les conséquences négatives au plan humanitaire de l'emploi d'armes à sous-munitions. Du fait du grand nombre de pays qui ont souscrit à la déclaration finale, parmi lesquels plusieurs producteurs importants comme l'Allemagne, la France et le Royaume Uni, Oslo a aussi permis d'atteindre la masse critique requise, ce qui fait que tout porte désormais à croire que le processus se poursuivra. L'absence de grands acteurs comme la Chine, la Fédération de Russie et les Etats Unis n'enlève rien à cette constatation; le groupe actuel est assez grand et a un poids suffisant pour:

- (1) poursuivre l'initiative d'Oslo en tant que processus indépendant;
- (2) exercer une pression importante sur les progrès encore à réaliser dans le contexte multilatéral de la CCW, et
- (3) exercer une pression normative et morale sur les pays qui persistent à se tenir à l'écart d'initiatives visant à résoudre les problèmes d'ordre humanitaire causés par les armes à sous-munitions."<sup>4</sup>

Au cours de la Conférence d'Oslo, Handicap International a remis à tous les délégués un livre contenant 300.000 signatures et noms de personnes qui soutiennent une interdiction des armes à sous-munitions.

#### **Pour en savoir plus:**

- Cluster Munition Coalition (CMC), Oslo Report: <http://www.stopclustermunitions.org/news.asp?id=51>
- Ministère norvégien des Affaires Etrangères: <http://www.regjeringen.no/en/ministries/ud/Selected-topics/Humanitarian-efforts.html?id=434479>
- Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (rapport sur la conférence): [www.wilpf.int.ch/disarmament/ClusterMunitions/clustersindex.html](http://www.wilpf.int.ch/disarmament/ClusterMunitions/clustersindex.html)

## **EVOLUTIONS ET INITIATIVES RÉCENTES CONCERNANT LES ARMES À SOUS-MUNITIONS<sup>5</sup>**

**L'Afghanistan**, un pays affecté, a soutenu la Déclaration d'Oslo et a pris part, le 15 mars au Cambodge, au premier forum régional d'Asie du Sud Est sur les armes à sous-munitions. **L'Afrique du Sud** a soutenu la Déclaration d'Oslo. **L'Allemagne** a soutenu la Déclaration d'Oslo. Le Ministre de la Coopération économique et du Développement a rencontré le 21 mars des représentants de Handicap International et de Landmine.de et a déclaré: "Nous devons une fois pour toutes veiller à ce que les armes à sous-munitions soient prohibées. La production, le commerce et, par dessus tout, l'utilisation de ces armes terribles devraient tout simplement être interdites...L'Allemagne doit maintenant aider à

<sup>3</sup> [www.un.org/News/Press/docs//sgsm10887.doc.htm](http://www.un.org/News/Press/docs//sgsm10887.doc.htm)

<sup>4</sup> Lettre au parlement néerlandais des ministres des Affaires étrangères et de la Défense sur la Conférence d'Oslo sur les armes à sous-munitions de 22-23 février 2007, 15 mars 2007.

<sup>5</sup> Ceci constitue le quatrième aperçu présenté par la *Ban Mines Newsletter* sur les initiatives et progrès récents concernant les armes à sous-munitions. Cet aperçu est basé sur des déclarations d'Etats lors de la Conférence d'Oslo (22-23 février 2007) ainsi que sur des informations fournies par des membres de la Coalition contre les armes à sous-munitions (CMC) et de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines (ICBL), particulièrement la campagne italienne et la campagne japonaise contre les mines, des sections de Handicap International, Human Rights Watch, Landmine Action, Mines Action Canada, Movement per la Pau et Pax Christi Pays-Bas. **Handicap International accueillera volontiers les commentaires et les corrections éventuelles.** Un aperçu antérieur peut être consulté dans la *Ban Mines Newsletter* de janvier 2007.

amener ce processus à sa conclusion. La Belgique, qui a déjà une loi interdisant les armes à sous-munitions, devrait servir de modèle à l'Allemagne au niveau national.<sup>6</sup> L'**Angola**, un Etat non membre de la CCW, a soutenu la Déclaration d'Oslo et a insisté sur le fait que la coopération et l'assistance aux victimes constitueront un aspect très important dans un futur traité sur les armes à sous-munitions. L'**Argentine** a déclaré qu'elle était un pays affecté suite au conflit des Malouines en 1982. L'Argentine a soutenu la Déclaration d'Oslo, disant qu'un instrument juridique d'ensemble était nécessaire. En **Australie**, un projet de loi a été déposé, visant à "rendre illégal pour l'Australie la mise au point, le stockage, le transfert ou l'utilisation d'armes à sous-munitions." Le 22 février, l'**Autriche** a annoncé que "les Forces armées autrichiennes renoncent à utiliser des bombes à sous-munitions et des armes à sous-munitions jusqu'à ce qu'une réglementation internationale adéquate ait été élaborée." En outre, le Conseil des Ministres a décidé "de faire observer le moratoire complet, même si une future Convention internationale échouait à adopter une solution d'une aussi grande portée." Comme contribution supplémentaire à la mise en place d'un instrument légalement contraignant applicable aux armes à sous-munitions, l'Autriche a déclaré qu'elle était prête à organiser une conférence pour assurer le suivi de la réunion d'Oslo. Elle se déroulera selon toute vraisemblance au début du mois de décembre de cette année.<sup>7</sup> A la même Conférence, l'Autriche a déclaré: "De nombreuses armes à sous-munitions sont encore toujours stockées... et nous pouvons prévenir leur utilisation. Si les pays mettent en place des réglementations strictes, le marché sera moins étendu. Plus il y aura de pays dotés d'une stricte réglementation, plus ce marché sera réduit. Plus il y aura de pays qui se joindront au processus, plus les mécanismes du marché devront suivre le mouvement." L'Autriche a rappelé que le processus d'Ottawa avait débuté "avec 20 ou 30 Etats" et a montré que "le marché des mines terrestres était devenu hors-la-loi et que l'acquisition et la production avaient quasi cessé d'exister dans la majorité des pays du monde." L'Autriche a assisté au premier forum régional sur les armes à sous-munitions en Asie du Sud Est, le 15 mars au Cambodge. Le 1<sup>er</sup> mars, la Chambre des Représentants de **Belgique** a interdit les *investissements* dans la production, l'utilisation et le stockage d'armes à sous-munitions et de mines antipersonnel (voir p.9). A la Conférence d'Oslo, la Belgique a fait rapport sur la mise en application de la loi de 2006 interdisant les armes à sous-munitions et a indiqué que la destruction de ses stocks serait achevée pour fin 2008. La Belgique a annoncé qu'elle était prête à accueillir une conférence régionale de suivi de la Conférence d'Oslo. La **Bosnie-Herzégovine**, pays affecté, a annoncé à Oslo que le Ministère de la Défense "était d'avis que les stocks entreposés dans des dépôts des Forces Armées de Bosnie-Herzégovine devraient être détruits, en raison des conséquences dévastatrices de l'utilisation de ce genre de munitions." Il a soutenu un moratoire dans ce domaine, "jusqu'à ce que les instruments internationaux interdisant la production, l'utilisation, le stockage et le transfert d'armes à sous-munitions soient établis." Le **Brésil** a déclaré le 1<sup>er</sup> décembre 2006 que "le Conseil des Droits de l'Homme [des Nations Unies] devrait prendre l'initiative de promouvoir une action urgente en vue d'inclure les armes à sous-munitions dans la liste des armes interdites par les lois internationales."<sup>8</sup> Quant à savoir si le droit international humanitaire existant est applicable à l'utilisation d'armes à sous-munitions, le Brésil a suggéré que "les bombardements aériens à haute altitude à l'aide d'armes à sous-munitions violent le principe de distinction." Le Vice-Premier Ministre du **Cambodge** a annoncé le 14 mars que son pays soutiendrait la Déclaration d'Oslo; "Le Cambodge soutient cet appel lancé à Oslo en faveur d'une interdiction frappant les armes à sous-munitions qui causent des torts inacceptables aux civils; il participera activement au processus," a-t-il dit. Il a en outre exprimé l'engagement "à soutenir les survivants d'accidents dus à des armes de guerre, des mines, des munitions et sous-munitions non explosées, ainsi qu'à éliminer toutes ces munitions disséminées dans le pays." Il a ajouté que "Quoique le Cambodge ait connu au cours de l'année dernière une diminution marquante du nombre de victimes de mines et de munitions non explosées, le pays

<sup>6</sup> Pressebericht 30/2007 Wiczorek-Zeul.

<sup>7</sup> [www.reachingcriticalwill.org/political/cd/speeches07/1session/March13Austria.pdf](http://www.reachingcriticalwill.org/political/cd/speeches07/1session/March13Austria.pdf);  
[www.wilpf.int.ch/disarmament/ClusterMunitions/clustersnews.html](http://www.wilpf.int.ch/disarmament/ClusterMunitions/clustersnews.html)

<sup>8</sup> [www.un.org/webcast/unhrc/archive.asp?go=061201](http://www.un.org/webcast/unhrc/archive.asp?go=061201)

éprouve encore toujours la nécessité implacable du soutien de la Communauté Internationale pour éliminer les nombreuses sous-munitions (environ 20 millions ont été larguées) qui se trouvent encore sur son sol et continuent à menacer la vie quotidienne de milliers de familles à travers tout le pays."<sup>9</sup> Le 15 mars, le Cambodge a accueilli le premier forum régional d'Asie du Sud Est sur les armes à sous-munitions, organisé par la Campagne Internationale pour l'Interdiction des Mines terrestres (ICBL) et par la Coalition contre les Armes à Sous-Munitions (CMC). Le **Canada** a déclaré à la Conférence d'Oslo qu'il participerait au processus qui devrait mener "à un instrument légalement contraignant pour la fin de 2008." Des groupements issus de la société civile se sont rassemblés le 1<sup>er</sup> mars sur la colline du Parlement pour observer une journée nationale d'action contre les armes à sous-munitions et les mines terrestres. Le 15 février, le Ministre de la Défense Nationale a déclaré: "Jusqu'à présent, les Forces canadiennes n'ont pas été engagées dans des situations opérationnelles requérant l'emploi d'armes à sous-munitions, pas plus qu'elles n'ont utilisé d'armes à sous-munitions à des fins d'entraînement. Nous avons récemment détruit la totalité de notre stock de bombes à sous-munitions MK-20 "Rockeye" larguées par air. Les armes à sous-munitions qui restent dans nos inventaires sont des munitions classiques améliorées à double usage, de calibre 155 millimètres, et elles sont en passe d'être détruites. Les Forces canadiennes n'envisagent pas d'acquérir de nouvelles armes à sous-munitions." Le Canada a participé le 15 mars au Cambodge au premier forum régional d'Asie du Sud Est sur les armes à sous-munitions. Le **Chili** et la **Colombie** ont soutenu la Déclaration d'Oslo. Le **Costa Rica** a soutenu la Déclaration d'Oslo et a annoncé qu'il était d'accord pour accueillir une conférence régionale sur les armes à sous-munitions. La **Croatie** et le **Danemark** ont soutenu la Déclaration d'Oslo. Le 8 février, dans un courrier adressé à la Coalition contre les armes à sous-munitions (CMC), l'Ambassadeur du Danemark a déclaré: "Nous ... accueillons favorablement tous les efforts qui visent à faire prendre conscience de ces problèmes et nous partageons entièrement votre point de vue selon lequel il est maintenant temps d'aboutir à quelque chose de concret au plan international." L'**Egypte**, un Etat qui ne participe pas à la CCW, a pleinement soutenu la Déclaration d'Oslo. Lors de la Conférence d'Oslo, l'**Espagne** a insisté sur la nécessité d'un cadre pour la coopération et l'aide aux victimes et a soutenu la Déclaration. Le 16 mars, l'Espagne a déclaré que les engagements pris par les gouvernements à la Conférence d'Oslo seraient utilisés comme une référence. Le Ministre des Affaires étrangères a lancé un appel aux autres gouvernements à se joindre à l'effort, disant qu'il s'agissait là d'une responsabilité de notre époque et que le processus de collaboration entre les gouvernements et la société civile, tel qu'il avait fonctionné pour le Traité d'Interdiction des Mines, devrait être converti en un modèle à utiliser pour les armes à sous-munitions.<sup>10</sup> Aux **Etats-Unis**, cinq sénateurs ont présenté une législation qui interdirait les sous-munitions présentant un taux de ratés égal ou supérieur à un pour cent et interdirait l'emploi de toute arme à sous-munitions en des lieux "où la présence de civils est connue ou dans des zones normalement habitées par des civils."<sup>11</sup> La proposition a été transmise le 14 février à la Commission des Affaires étrangères du Sénat. La **Finlande** a soutenu la Déclaration d'Oslo. Le Ministre des Finances a dit: "Je ne pourrais ni m'engager à remplacer, ni soutenir le remplacement des mines antipersonnel par des armes à sous-munitions. Je ne suis pas d'avis que ce soit là la bonne route à suivre par les Forces armées ou la Défense nationale."<sup>12</sup> En **France**, tous les candidats à l'élection présidentielle de 2007 ont pris position en faveur d'une interdiction des armes à sous-munitions. Dans une lettre du 8 mars 2007 adressée à Handicap International, le Premier Ministre français écrivait que la France "souhaite que soit adopté dès que possible un instrument légal international interdisant ou restreignant l'utilisation, la production, l'entreposage et le transfert des armes à sous-munitions les plus dangereuses pour les populations." Le 12 mars, la Présidence a déclaré dans une lettre que l'engagement pris par la France de se

<sup>9</sup> Deputy Prime Minister Sok An, Phnom Penh Regional Conference on Mine Action and Implication for Peace and Development, Phnom Penh, 14 mars 2007.

<sup>10</sup> [www.wilpf.int.ch/disarmament/ClusterMunitions/clustersnews.html](http://www.wilpf.int.ch/disarmament/ClusterMunitions/clustersnews.html)

<sup>11</sup> "Cluster Munitions Civilian Protection Act of 2007": <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/z?c110:S.594>:

<sup>12</sup> [www.defensenews.com/story.php?F=2621281&C=airwar](http://www.defensenews.com/story.php?F=2621281&C=airwar)

joindre à la Déclaration d'Oslo était "d'une grande importance politique." La France a soutenu la Déclaration d'Oslo. Le **Guatemala** a soutenu la Déclaration d'Oslo. La **Hongrie** et l'**Islande** (Etat qui ne participe pas à la CCW) ont soutenu la Déclaration d'Oslo. L'**Indonésie**, Etat qui ne participe pas à la CCW, a soutenu la Déclaration d'Oslo et a dit qu'elle participerait activement au processus. L'**Irlande** a déclaré que, tout en maintenant "une interdiction totale comme objectif national," pour être efficace, "quel que soit l'instrument international qui résultera du processus lancé à Oslo, il devra, donner lieu à une masse critique de soutien et d'élan. Il doit avoir une intégrité inhérente." Elle a dit espérer parvenir à "un instrument international efficace qui balisera le chemin pour la Communauté Internationale." Elle a proposé d'accueillir au début de 2008 une Conférence sur les armes à sous-munitions. Dans une lettre à Handicap International datée du 14 février, le Ministre des Affaires étrangères écrivait: "L'Irlande est en faveur d'une interdiction des armes à sous-munitions; en attendant une telle interdiction, je soutiens l'appel à un arrêt immédiat de l'utilisation d'armes à sous-munitions, en attendant l'adoption d'instruments efficaces pour répondre aux préoccupations que suscite leur utilisation en matière de Droits de l'Homme." L'**Italie** a indiqué lors de la Conférence d'Oslo qu'elle était "maintenant prête à faire de nouveaux pas en avant" et à "explorer des voies permettant de répondre d'une manière déterminée et efficace à ce problème humanitaire urgent." Dans cet état d'esprit, l'Italie "devrait être prête à se joindre à un possible moratoire international sur l'utilisation et le transfert des armes à sous-munitions qui causent des torts inacceptables aux civils." Le 16 janvier 2007, la Commission de la Défense de la Chambre des Représentants a adopté une motion demandant au gouvernement d'interdire l'emploi d'armes à sous-munitions par les Forces armées italiennes. Un projet de loi qui viserait à inclure les armes à sous-munitions dans la loi interdisant les mines antipersonnel a été transmis à la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants. Quoiqu'il n'ait pas encore soutenu la Déclaration d'Oslo, le **Japon** a pris part au premier forum régional sur les armes à sous-munitions en Asie du Sud Est, le 15 mars au Cambodge. La **Jordanie** a exprimé son total soutien à la Déclaration d'Oslo et a assisté au premier forum régional sur les armes à sous-munitions en Asie du Sud Est, le 15 mars au Cambodge. Le **Laos**, pays affecté par les sous-munitions et qui n'est pas Partie à la CCW, a participé au premier forum régional sur les armes à sous-munitions en Asie du Sud Est, le 15 mars au Cambodge. La **Lettonie** a soutenu la Déclaration d'Oslo. Le **Liban**, un Etat qui n'est pas Partie à la CCW, a exprimé à la Conférence d'Oslo son espoir qu' "au travers d'un travail consciencieux et d'un partenariat, la conférence produira des résultats constructifs et réussira à poser des bases en vue de l'adoption d'un nouvel instrument juridique international légalement contraignant qui interdira de la façon la plus totale possible les armes à sous-munitions." Le Liban a fait appel à la Communauté Internationale pour qu'elle s'attaque aux graves lacunes de la législation internationale, avec l'intention d'interdire l'usage, le production, le transfert et l'entreposage d'armes à sous-munitions "d'une manière totale"; il a déclaré "croire que le fait d'améliorer la précision et la fiabilité des armes à sous-munitions ne résout pas les problèmes qu'elles engendrent par ailleurs, cela mène en effet à une manière plus savante de tuer ou de mutiler des personnes innocentes." Il a souligné que "le problème des armes à sous-munitions ne provient pas uniquement de leur technicité, de leurs déficiences, de leur imprécision ou de leur mauvais emploi, mais principalement de leur emploi délibéré contre des civils avec l'intention de faire du tort et de tuer..." Le **Liechtenstein** et la **Lituanie** ont soutenu la Déclaration d'Oslo. Dans une lettre envoyée en janvier à son collègue norvégien, le Ministre lituanien des Affaires Etrangères déclarait: "Nous avons fait le maximum pour parvenir à un accord qui soit une réponse satisfaisante aux appels en faveur d'une action immédiate concernant ces armes. Cependant, nous reconnaissons que le résultat final de la conférence d'examen de la CCW a manqué son objectif et n'a pas atteint de résultat tangible; elle n'a pas répondu aux attentes d'une partie importante de la Communauté internationale. En se joignant à ceux qui lancent un appel à aller de l'avant, la Lituanie... considère la Conférence d'Oslo comme un pas supplémentaire dans la bonne direction." Le **Luxembourg** a souligné les répercussions de la loi belge interdisant les armes à sous-munitions et a exprimé son total soutien au processus d'Oslo. Le Ministre des Affaires étrangères a validé une motion adoptée au Parlement par tous les partis politiques. Elle demandait au gouvernement de

"se joindre aux initiatives internationales en vue d'une interdiction généralisée des bombes à sous-munitions et d'élaborer un projet de loi interdisant la production, le commerce, l'entreposage et l'utilisation de bombes à sous-munitions." **Malte** a soutenu la Déclaration d'Oslo. Le **Mexique** a totalement soutenu la Déclaration d'Oslo, mais a proposé que le paragraphe 1(i) soit modifié et devienne "interdire l'utilisation, la production, le transfert et le stockage d'armes à sous-munitions *parce qu'elles* causent des torts aux civils." Il a omis la référence au terme "inacceptables" car, aux yeux du Mexique, il NE peut PAS y avoir de torts acceptables causés aux civils, même dans le feu de l'action pendant une guerre."<sup>13</sup> Le **Mozambique**, un Etat qui ne participe pas à la CCW, a soutenu la Déclaration d'Oslo. La **Nouvelle-Zélande**, co-présidente de la Conférence d'Oslo, a souligné l'importance d'établir un calendrier précis pour la suite du processus. Dans une lettre datée du 5 mars et adressée à Handicap International, le Ministre du Désarmement et de la Maîtrise des Armements écrivait: "La Nouvelle-Zélande est totalement engagée à se trouver en première ligne de discussions internationales sur ce problème...Nous travaillerons avec la Norvège et d'autres pour assurer qu'il y ait une large base de soutien qui soit fermement en appui d'un processus devant conduire à un accord sur les armes à sous-munitions. La Nouvelle-Zélande aimerait que ce problème avance rapidement vers une décision, et nous nous engageons à faire en sorte que cela se réalise." Le Ministre des Affaires étrangères de **Norvège**, qui accueillait la Conférence d'Oslo, a déclaré qu'un instrument international légalement contraignant devrait, "s'il voulait être réaliste et efficace, inclure des clauses destinées à prévenir tant l'entreposage que la prolifération... Nous ne pouvons, dans des pays à revenus moyens et plus riches, admettre une situation où des armes qui entraînent des conséquences inacceptables au plan humanitaire seraient exportées et accumulées dans les arsenaux de pays plus pauvres, risquant par là-même d'encore plus grands désastres humanitaires à l'avenir." Il a souligné le fait que "nous devons mettre au point le cadre d'une coopération en vue du déminage du sol, de la destruction des stocks et de l'aide aux pays qui en ont le plus besoin." La Norvège a participé le 15 mars, au Cambodge, au Forum régional d'Asie du Sud Est consacré aux armes à sous-munitions. Quatre membres du **Parlement européen** ont déposé le 1<sup>er</sup> mars une déclaration écrite sur l'interdiction des armes à sous-munitions. Ils y appellent les Etats membres à apporter leur concours aux négociations en vue d'un nouveau traité portant sur les armes à sous-munitions en dehors de la CCW. Ils font en outre appel à la Commission pour qu'elle assure que les projets de déminage continuent à bénéficier des financements requis. Les **Pays-Bas** ont soutenu la Déclaration d'Oslo. Le 15 mars, dans une lettre adressée au Parlement, les ministres des Affaires Etrangères et de la Défense déclaraient que les Pays-Bas devaient participer activement au processus d'Oslo et que les unités néerlandaises en Afghanistan n'avaient pas d'armes à sous-munitions. Le 2 avril, un des partis politiques a introduit une proposition de loi interdisant l'utilisation, l'entreposage, le transport et la production d'armes à sous-munitions. Des questions parlementaires ont été posées au sujet de fonds de pension investis dans des armes à sous-munitions. Le **Pérou** a soutenu la Déclaration d'Oslo et a déclaré qu'un instrument juridique international sur les armes à sous-munitions devrait également inclure "une approche intégrée visant à détruire les armes à sous-munitions en stock, déminer les zones affectées et venir en aide aux victimes d'une manière efficace et coopérative." A ses yeux, la Convention d'Ottawa constitue "un très utile précédent qui prouve que, lorsqu'un groupe de pays, même peu nombreux, s'engage et commence à travailler sur une question au sujet de laquelle l'opinion publique a déjà manifesté son antipathie, il en attire rapidement d'autres." Il a soutenu le point de vue de la Norvège et a dit: "Y a-t-il quelque chose qui puisse être mis en balance avec des torts inacceptables causés aux civils?" Convaincu que non, le Pérou a déclaré être totalement engagé à explorer tous les moyens utiles pour de futures négociations." Les **Philippines** ont dit en novembre 2006 "sympathiser avec les appels lancés en faveur de restrictions ou d'une réglementation portant sur l'emploi d'armes à sous-munitions." Quoiqu'elle n'ait pas encore marqué son soutien à la Déclaration d'Oslo, la **Pologne** a déclaré qu'elle soutiendrait toute démarche susceptible de diminuer les pertes dues aux armes à sous-munitions. Le 13 mars, la Pologne a fait une déclaration sur les armes à

---

<sup>13</sup> Email de l'Ambassadeur Pablo Macedo, Représentant permanent adjoint du Mexique à Genève, 29 mars 2007.

sous-munitions, disant que la Pologne reconnaît le défi que lance l'emploi d'armes à sous-munitions. "Nous insistons sur les soucis d'ordre humanitaire... Nous voyons l'urgence et la nécessité de conclure un instrument international légalement contraignant."<sup>14</sup> Le **Portugal** a soutenu la Déclaration d'Oslo. Le **République tchèque** a soutenu la Déclaration d'Oslo. Le **Royaume-Uni** a soutenu la Déclaration d'Oslo. Le 26 janvier 2007 a eu lieu à la Chambre des Communes la seconde lecture du projet de loi sur les armes à sous-munitions. Ce projet de loi devrait interdire l'emploi, la mise au point, la production, l'acquisition, la possession et le transfert d'armes à sous-munitions. Des conteneurs à sous-munitions équipées de fusées à capteurs "qui, de manière autonome, détectent et attaquent des objectifs militaires et qui soit s'autodétruisent, soit se désactivent ou se neutralisent automatiquement" en seront exclus.<sup>15</sup> Le **Saint-Siège**, qui a soutenu la Déclaration d'Oslo, a déclaré: "La réunion a été plus positive que ce à quoi l'on pouvait s'attendre et une très large porte est maintenant ouverte. Quoique le document final soit une déclaration politique, il a le grand mérite de forcer la Communauté Internationale à se doter d'un document juridique qui interdise ce type d'armes."<sup>16</sup> La **Serbie**, pays affecté, a dit à la Conférence d'Oslo qu'elle "soutient totalement l'élaboration d'un instrument international légalement contraignant pour apporter une réponse aux préoccupations causées par les armes à sous-munitions." Malgré "de bons résultats dans le domaine du déminage (...) le plus grand danger continue à être causé par des sous-munitions non explosées," a dit la Serbie. L'enlèvement des sous-munitions non explosées requiert des précautions particulières, une approche spécifique et un entraînement particulier des démineurs, ainsi que des équipements adaptés. Cependant, sans avoir préalablement localisé exactement les zones affectées par les sous-munitions et sans un financement substantiel, on ne peut pas faire grand-chose." La Serbie a considéré qu'il était très important de se mettre d'accord sur un plan d'action "qui inclurait à la fois les activités en vue de l'élaboration d'un instrument international légalement contraignant, et des mesures pour la poursuite de la coopération et de l'aide." La **Slovaquie** et la **Slovénie** ont soutenu la Déclaration d'Oslo.. Bien que la **Suède** ait soutenu la Déclaration d'Oslo, elle a annoncé à la Conférence d'Oslo que les Forces Armées Suédoises "s'attendent à conserver des armes à sous-munitions [de type BK90]." La **Suisse** a soutenu la Déclaration d'Oslo; elle a annoncé à la Conférence d'Oslo qu'elle était "prête et disposée à s'engager activement dans les négociations en vue d'une nouvelle loi internationale sur les armes à sous-munitions." Le 15 mars, au Cambodge, la **Thaïlande** a participé au premier forum régional sur les armes à sous-munitions en Asie du Sud Est.

## INVESTISSEMENTS AU PROFIT DE PRODUCTEURS D'ARMES À SOUS-MUNITIONS

### 68 groupes bancaires internationaux investissent dans des producteurs d'armes à sous-munitions

Le 28 février, l'organisation non gouvernementale belge Netwerk Vlaanderen<sup>17</sup> a rendu public son rapport *Investissements explosifs*. Elle y révèle que 68 groupes bancaires internationaux de 13 pays différents ont investi un total combiné de plus de €13 milliards dans des producteurs d'armes à sous-munitions. Dans son document de présentation, Netwerk Vlaanderen présente les résultats de sa recherche sur le financement de six producteurs d'armes à sous-munitions: "Soixante-huit institutions financières ont été identifiées comme ayant joué un rôle dans le financement de ces sociétés. Des flux financiers provenant de partout dans le monde ont profité à ces sociétés. Cette recherche contient des informations sur des institutions financières d'Allemagne, d'Arabie Saoudite, d'Australie, de Belgique, du Canada, d'Espagne, des Etats-Unis, de France, d'Italie, du Japon, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de Suisse. Ensemble, ils ont assuré pour ces six

<sup>14</sup> [www.reachingcriticalwill.org/political/cd/speeches07/1session/March13Poland.pdf](http://www.reachingcriticalwill.org/political/cd/speeches07/1session/March13Poland.pdf)

<sup>15</sup> "... a cluster munition is not to be taken as – a container which disperses nuclear, biological, chemical, electronic, landmine, propaganda or pyrotechnic submunitions, or a container which disperses sensor-fused submunitions which autonomously detect and engage military targets and which self-destruct, self-deactivate or self-neutralise". House of Commons, Bill 68, 27 février 2007: [www.publications.parliament.uk/pa/pabills.htm](http://www.publications.parliament.uk/pa/pabills.htm)

<sup>16</sup> [www.zenit.org/english/visualizza.phtml?sid=103684](http://www.zenit.org/english/visualizza.phtml?sid=103684)

producteurs d'armes à sous-munitions des facilités de crédit pour un montant total de US\$ 12,6 milliards (€10 milliards) au cours de la période 2004-2007. Pendant la même période, des services bancaires d'investissement ont aussi arrangé des problèmes de titres pour deux sociétés pour un montant total de US\$ 1,3 milliard (€ 1 milliard). Plusieurs institutions financières ont aussi été trouvées détentrices de parts significatives du capital de quatre producteurs d'armes à sous-munitions. Et ceci ne constitue que la sommet de l'iceberg." Ce rapport a également révélé que, depuis 2003, certaines banques, comme la KBC, ont entièrement cessé d'investir dans les armes à sous-munitions.

**Pour plus d'informations:** [www.netwerkvlaanderen.be](http://www.netwerkvlaanderen.be)

### **Une loi belge interdit d'investir dans les armes à sous-munitions**

Le 1<sup>er</sup> mars, la Chambre belge des Représentants a interdit d'investir dans la production, l'emploi et l'entreposage d'armes à sous-munitions et de mines antipersonnel. De ce fait, tout investissement dans les mines antipersonnel et les armes à sous-munitions sera traité de la même façon que le financement du terrorisme ou le blanchiment d'argent. En agissant ainsi, la Belgique est devenue le premier pays au monde à empêcher les banques et les fonds d'investissement opérant sur le marché belge d'accorder des crédits à des producteurs d'armes à sous-munitions et de mines antipersonnel. L'acquisition de parts et d'actions émises par ces sociétés est également interdite. Cette loi aura des implications d'une grande portée pour les institutions financières. La loi oblige aussi le gouvernement à dresser une "liste noire" de producteurs d'armes à sous-munitions et de mines antipersonnel.

**Pour plus d'informations:** [www.lachambre.be/FLWB/PDF/51/2833/51K2833001.pdf](http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/51/2833/51K2833001.pdf)

### **La télévision néerlandaise lance un débat sur les fonds de pension investis dans des producteurs d'armes à sous-munitions**

Une enquête effectuée par Vara/NPS et diffusée le 18 mars par une des principales stations néerlandaises de télévision a démontré que des fonds de pension hollandais ont investi plus de € 200 millions aux Etats-Unis dans des firmes productrices d'armes à sous-munitions. L'enquête a confirmé que 6 fonds de pension avaient investi dans 7 firmes productrices d'armes à sous-munitions. Suite à cela, les investissements de fonds de pension dans des firmes productrices de mines et d'armes à sous-munitions font maintenant l'objet de débats au Parlement et dans la presse; certains fonds de pension et certaines banques procèdent actuellement à une révision de leur politique d'investissement.<sup>17</sup>

## **PREMIER FORUM RÉGIONAL SUR LES ARMES À SOUS-MUNITIONS EN ASIE DU SUD-EST**

Le 15 mars, à Phnom Penh, au **Cambodge**, l'ICBL et la Coalition contre les armes à sous-munitions (CMC) ont organisé le premier forum régional sur les armes à sous-munitions en Asie du Sud Est. L'événement a rassemblé des Gouvernements – ceux **d'Afghanistan, d'Allemagne, d'Autriche, du Cambodge, du Canada, du Japon, de Jordanie, du Laos, de Norvège et de Thaïlande** ainsi que des agences des Nations Unies, le CICR et des organisations non gouvernementales (notamment Handicap International et Human Rights Watch). Son but était de les amener à prendre conscience de l'impact des armes à sous-munitions dans la région du Sud Est asiatique et dans le monde entier, et d'assurer que la région soutiendrait le nouveau processus international visant à parvenir à un instrument légalement contraignant sur les armes à sous-munitions. Des représentants du Laos ont présenté l'ampleur du problème, y compris les mesures prises et les défis au niveau national quant au déminage et à l'aide aux victimes. Le Conseiller du Premier Ministre cambodgien a exprimé l'espoir que l'expérience d'Etats affectés, tels que le Cambodge, soit prise en compte dans l'élaboration d'un nouvel instrument sur les armes à sous-munitions. "Pour le Cambodge, les torts causés par les sous-munitions non explosées sont

---

<sup>17</sup> Information de Pax Christi Pays-Bas.

la réalité, pas de la théorie. Et, pour emprunter les termes de la Déclaration d'Oslo, ces torts sont inacceptables," a-t-il déclaré. "Cependant, ceci ne suffit pas. Un nouvel instrument devra aussi prendre en compte l'autre élément principal contenu dans la Déclaration d'Oslo. Je veux dire par là que ce nouvel instrument devra prendre pour modèle l'approche globale adoptée par la Convention d'Ottawa et donc veiller à porter remède aux souffrances tant existantes que potentielles. Un instrument sur les armes à sous-munitions doit interdire des armes qui, à l'avenir, seront susceptibles de causer des torts. Mais, dans la même mesure, il doit assurer l'enlèvement des munitions non explosées qui, aujourd'hui, causent quotidiennement du tort au Cambodge et dans tant d'autres pays. **Et, à l'exemple de la Convention d'Ottawa, un nouvel instrument devra contenir un cadre pour l'aide et la coopération.** Une telle solidarité internationale est nécessaire afin d'assurer que des Etats disposant de peu de moyens, comme le Cambodge, puissent remplir leurs obligations pour déminer les zones contaminées et pour venir en aide aux survivants."<sup>18</sup>

**Pour en savoir plus:** [www.icbl.org/news/cluster\\_forum\\_pp](http://www.icbl.org/news/cluster_forum_pp)

## MINES & SOUS-MUNITIONS AU LIBAN ET EN ISRAËL

Le Centre de coordination et d'action contre les mines pour le Sud du Liban a indiqué dans un rapport daté du 9 mars 2007 que 108.560 sous-munitions avaient été détruites depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu; 854 endroits différents atteints par des frappes effectuées à l'aide d'armes à sous-munitions ont pu être confirmés et regroupés en 389 zones couvrant une superficie totale de 34.705.241 m<sup>2</sup>. Au 28 février dernier, 190 victimes avaient été recensées, dont 22 morts et 168 blessés. Trente accidents de déminage se sont produits, causant la mort de 8 démineurs et en blessant 22. Au moins 150 villages sont contaminés par des sous-munitions. Le taux de ratés de sous-munitions constaté au Sud du Liban est estimé à 40%.<sup>19</sup> A la Conférence d'Oslo, le Liban a rapporté que "1,2 millions de sous-munitions doivent encore être enlevées ou détruites" et que "le déminage de tous les endroits atteints par des frappes à l'aide de sous-munitions devrait être achevé pour décembre 2007, pour autant que le financement complet en soit assuré.

*"En tant qu'être humain, je crois que ces efforts [en vue d'améliorer la fiabilité des sous-munitions] ne réussiront jamais à changer un monstre en ange." (Déclaration faite par le Liban à la Conférence d'Oslo sur les armes à sous-munitions, Oslo, 22 février 2007)*

En projetant un film illustrant l'emploi récent d'armes à sous-munitions au Liban, Norwegian People's Aid (NPA) a fait devant les participants à la Conférence d'Oslo la démonstration qu'une quantité importante de sous-munitions M-85 fabriquées en Israël et équipées d'un système d'autodestruction ayant un taux de ratés supposé de 1%, n'avaient pas explosé comme elles auraient dû le faire. Le film montrait qu'au Liban, en arpentant une zone de 50m<sup>2</sup> frappée par des armes à sous-munitions, on a trouvé plus de 20 sous-munitions non explosées, dont certaines étaient encore armées et prêtes à exploser.

En août 2006, les **Etats-Unis** ont lancé une **enquête** pour savoir s'il était possible qu'Israël ait utilisé des armes à sous-munitions qui lui avaient été livrées par les Etats-Unis, et ce en contradiction avec un accord bilatéral d'exportation qui imposait des restrictions à leur mise en œuvre. Un représentant du Département d'Etat a déclaré le 20 février 2007 à *Arms Control Today*: "Nous continuons à rassembler des informations." Le fonctionnaire a ajouté: "Lorsque nous en saurons davantage, nous prendrons les actions nécessaires." Washington a initialement imposé les restrictions à leur utilisation après avoir

<sup>18</sup> Discours du Conseiller du Premier Ministre cambodgien au forum régional sur les armes à sous-munitions en Asie du Sud-Est, le 15 mars 2007.

<sup>19</sup> [www.maccs.org/publications/Newsletters/Newsletter%20Issue%208.pdf](http://www.maccs.org/publications/Newsletters/Newsletter%20Issue%208.pdf);  
[www.maccs.org/reports/Monthly%20Reports/Monthly%202007/Monthly%20Report%20Feb%2007.pdf](http://www.maccs.org/reports/Monthly%20Reports/Monthly%202007/Monthly%20Report%20Feb%2007.pdf)

antérieurement suspendu de 1992 à 1998 les exportations d'armes à sous-munitions vers Israël, suite à des allégations selon lesquelles les forces israéliennes avaient employé de telles armes d'une façon inappropriée lors d'attaques contre des civils libanais.<sup>20</sup> Le 29 janvier 2007, dans des commentaires au sujet de ce premier rapport sur l'emploi par Israël d'armes à sous-munitions au Liban, le porte-parole du Département d'Etat a déclaré qu'il pourrait y avoir eu des violations d'un accord qui spécifiait à quelles conditions était soumis l'emploi de ces armes. Il a ajouté que les Etats-Unis ne modifieraient pas leur politique après l'appel lancé par les Nations Unies en faveur d'un gel portant sur les armes à sous-munitions.<sup>21</sup>

Le 31 janvier, le Vice-Premier Ministre d'**Israël** a déclaré à Al Jazeera que son pays avait utilisé des armes à sous-munitions "apparemment... sans que même le Chef d'Etat-Major en soit informé" et il concluait : "Pour être à la fois clair et bref, nous avons commis une faute, et c'est regrettable."<sup>22</sup>

En janvier 2007, le **Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP)** a lancé son *Evaluation environnementale d'après conflit au Liban*, qui montre qu' "Un des résultats du récent conflit est que les autorités libanaises sont confrontées à des défis environnementaux sérieux et, dans certains cas, d'une grande étendue." Au sujet des sous-munitions, le rapport conclut qu'elles sont un sérieux obstacle aux efforts de recouvrement et de reconstruction. En outre, des terres agricoles sont gravement contaminées par les sous-munitions, affectant par là même les moyens d'existence des populations dans ces zones.

Le 17 février, l'Office national de déminage et le Comité directeur national pour l'éducation aux dangers des mines et l'aide aux victimes ont organisé à Tyr, au Sud du Liban, la **Journée nationale contre les armes à sous-munitions**. Au cours de cette journée on été présentées une exposition de photos, une zone contaminée, des démonstrations de déminage ainsi que des démonstrations de fabrication de prothèses et d'orthèses. Cet événement se situait dans le prolongement de la Journée nationale contre les armes à sous-munitions organisée à Beyrouth en novembre 2006.

#### **Pour en savoir plus:**

- "Cluster bomb duds that shouldn't exist:" [www.youtube.com/watch?v=v\\_jsyObTG8k](http://www.youtube.com/watch?v=v_jsyObTG8k)
- Commission d'enquête des Nations Unies sur le Liban:
- [www.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/docs/specialsession/A.HRC.3.2.pdf](http://www.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/docs/specialsession/A.HRC.3.2.pdf)
- Rapport de l'UNEP sur le Liban: [www.unep.org/Lebanon/](http://www.unep.org/Lebanon/)
- Centre de Coordination de l'Action contre les Mines au Sud du Liban: [www.maccsl.org](http://www.maccsl.org)

*"Des troupes irlandaises ont été déployées avec la FINUL de 1978 à 2001. Des sous-munitions BLU-63 non explosées larguées sur des cibles en 1978 ont encore été régulièrement trouvées et retirées par du personnel irlandais 23 ans plus tard. Au cours de ces 23 années, les "ratés" de ces sous-munitions ont causé de multiples victimes civiles dans la zone irlandaise d'opérations. Suite au récent conflit, des troupes irlandaises sont actuellement retournées au Sud du Liban et se trouvent confrontées à un défi posé par les résidus explosifs de la guerre dont l'ampleur dépasse même ce qu'avaient connu leurs prédécesseurs en 1978."*

(Déclaration de l'Irlande, Conférence d'Oslo, 22 février 2007)

<sup>20</sup> [www.armscontrol.org/act/2007\\_03/IsraelCluster.asp](http://www.armscontrol.org/act/2007_03/IsraelCluster.asp)

<sup>21</sup> [www.scoop.co.nz/stories/WO0701/S00404.htm](http://www.scoop.co.nz/stories/WO0701/S00404.htm)

<sup>22</sup> <http://english.aljazeera.net/NR/exeres/26763D65-7F65-4848-9819-CCC4678CCC3A.htm>

## TRAITÉ D'INTERDICTION DE MINES – DERNIERES NOUVELLES

Le 20 février 2007, l'**Indonésie** a déposé ses instruments de ratification, devenant ainsi le **153ème** Etat à avoir ratifié ou accédé au Traité d'Interdiction des Mines. Pour l'Indonésie, le traité entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2007. L'Indonésie a déclaré n'être pas affectée par les mines, mais il y a eu des rapports faisant état de blessures causées par des engins explosifs improvisés ressemblant à des mines et par des pièges explosifs. Les stocks de mines terrestres antipersonnel doivent être détruits au plus tard le 1<sup>er</sup> août 2011.

Il ne reste désormais plus que deux pays signataires qui n'ont pas encore ratifié le traité : la **Pologne** et les **îles Marshall**.

Lors de la **réunion régionale d'Asie du Sud-Est** du 12 au 14 mars sur "l'action contre les mines et ses implications pour la paix et le développement," l'**Indonésie** a déclaré qu'elle "entamait le processus de recensement de ses stocks de mines terrestres en préparation de la remise du premier rapport de transparence, et qu'elle accueillerait volontiers de l'aide en vue de la destruction de ses stocks." A cette même réunion, la délégation du **Laos** a déclaré que le Laos était "en principe d'accord pour devenir membre" et qu'en dépit du fait qu'aucun calendrier précis ne pouvait être indiqué à cette fin, cela pourrait se produire "très prochainement." A Phnom Penh également, le **Népal** a dépeint l'ensemble de la situation dans le pays, expliquant comment le récent accord de paix incluait un article qui engageait les deux parties à collaborer pour fournir des informations sur les endroits où des mines et des pièges avaient été posés, avec l'intention de les détruire sans délai. Des détails ont été fournis quant aux étapes suivantes de l'action contre les mines dans le pays, qui a été décrit comme "encore dans l'enfance." Pour la première fois, le Népal a aussi donné des informations sur le volume de ses stocks de mines, qui ne dépasseraient pas 3.000 exemplaires, incluant tant des mines anti-véhicules que des mines antipersonnel. La **Chine** a centré sa présentation sur ses propres efforts en vue de soutenir l'action contre les mines et a suggéré des modalités de coopération. La Chine a également appelé à une coopération meilleure et plus efficace entre partenaires multiples dans le but d'aider les pays affectés par les mines.

En mars, le Sous-secrétaire aux Affaires étrangères du **Bahreïn** a promis à une délégation de l'ICBL qu'il soulèverait avec le Ministre de la Défense et le Cabinet du Premier Ministre la question de l'adhésion au Traité d'Interdiction des Mines. Il a souligné qu'il ne devrait pas rencontrer d'opposition particulière. Des Représentants des deux chambres du Parlement prendront préventivement contact avec le gouvernement pour l'encourager à introduire le projet de loi sur l'adhésion.

Le 12 février, l'**Autriche** a organisé un événement pour commémorer la réunion de Vienne du 12 février 1997. Ce symposium était intitulé "Aider les survivants d'accidents dus aux mines: une décennie d'efforts." Il a résumé les enseignements du passé et a identifié les nouveaux défis ainsi que les solutions possibles pour réussir à les relever. La réunion inaugurerait une série d'événements destinés à marquer le **dixième anniversaire du Traité d'Interdiction des Mines**. En février 1997, l'Autriche avait accueilli la première réunion préliminaire chargée de discuter des éléments constitutifs d'un traité d'interdiction. 111 Etats y avaient assisté. D'autres événements sont planifiés à cette occasion en Belgique, en Norvège et au Canada. Des participants à la réunion de Vienne ont noté les bienfaits apportés aux victimes grâce à l'inclusion en dernière minute de l'aide aux victimes dans le Traité d'Interdiction des Mines, mais aussi les défis encore à relever, en particulier ceux consistant à identifier tous les survivants et à parvenir jusqu'à eux, à assurer leur réinsertion économique et à sauvegarder les droits des victimes. Au cours de toute la journée, des messages récurrents ont rappelé la nécessité de donner la parole aux

victimes des mines terrestres et de les inclure dans des politiques et des programmes développés à leur intention, mais aussi le besoin de prévenir la prise de mesures discriminatoires à l'égard des victimes et de toutes les personnes handicapées en général.

Le 3 février, l'ICBL et le Centre Exécutif Yéménite d'Action contre les Mines ont organisé un **groupe de travail sur la mise en application du Traité d'Interdiction des Mines au Yémen**. L'aide aux survivants est incluse en priorité dans le plan stratégique yéménite d'action contre les mines. "Ceci est très positif," a déclaré l'Observatoire des Mines, "Toutefois, nous encourageons les autorités yéménites à accroître le dialogue avec les éléments de la société civile qui travaillent à résoudre les problèmes du handicap et de l'aide aux victimes, ainsi qu'à faire davantage pour promouvoir l'inclusion, le soutien psychosocial et la réinsertion économique de ceux qui ont survécu aux mines."

**Pour en savoir plus:** [www.icbl.org](http://www.icbl.org)

## **PUBLICATIONS RÉCENTES SUR LES ARMES À SOUS-MUNITIONS**

*A Sensor Fused Solution?*, Landmine Action, 16 Mars 2007. Ce document suggère des questions pour aider à établir les bases d'une prise de décision rationnelle quant à savoir si des sous-munitions de nouvelle génération sont acceptables ou non.

*Cluster munitions in Kosovo: Analysis of use, contamination and casualties*, Landmine Action, février 2007. L'analyse suggère que les armes à sous-munitions ont été peu efficaces dans un rôle d'une importance stratégique limitée pour l'issue du conflit. Les armes à sous-munitions ont causé plus de 227 morts et blessés parmi les non combattants, rien qu'à l'intérieur du Kosovo.

**Lien:** [www.landmineaction.org](http://www.landmineaction.org)

*A Study on the Dramatic Decrease of Mine/UXO Casualties in 2006 in Cambodia*, Ruth Bottomley, CMVIS, Handicap International Belgique, Norwegian People's Aid et l'UNICEF pour l'Autorité Cambodgienne pour l'Action contre les Mines et l'Aide aux Victimes (CMAA), février 2007. Ce rapport suggère que la cause principale de la chute du nombre de victimes en 2006 est liée aux conditions saisonnières et à la bonne production agricole.

**Lien :** [www.handicapinternational.be](http://www.handicapinternational.be)

*Explosive Remnants of War and Landmines in Nepal: Understanding the Threat, Situation analysis and recommendations for future action*, Informal Sector Service Centre (INSEC), décembre 2006. Ce rapport présente les résultats d'un système de surveillance actif et basé sur les médias, portant sur des explosions accidentellement provoquées par la victime elle-même, entre janvier et octobre 2006. Au cours de cette période, l'INSEC a recensé 132 victimes (27 morts et 105 blessés) au cours de 76 incidents.

**Lien:** [www.inseconline.org](http://www.inseconline.org)

*Myths and Realities about Cluster Munitions*, Human Rights Watch, février 2007. Dans ce nouveau document, Human Rights Watch dégonfle huit mythes populaires sur l'utilité et le caractère légal de l'emploi d'armes à sous-munitions au cours des conflits armés, et au sujet de solutions potentielles aux dangers causés par les sous-munitions.

**Lien:** [www.hrw.org/campaigns/clusters/myths0307](http://www.hrw.org/campaigns/clusters/myths0307)

*Survey of Cluster Munition Policy and Practice*, Human Rights Watch, février 2007. Ce document contient un aperçu des pratiques des divers Etats en matière d'armes à sous-munitions, une ligne du temps montrant les emplois d'armes à sous-munitions depuis 1943 et des profils pays par pays de la politique et de la pratique.

**Lien:** <http://hrw.org/backgrounders/arms/cluster0207>

*Yellow Killers, The impact of cluster munitions in Serbia and Montenegro*. Norwegian People's Aid Europe du Sud-Est, janvier 2007. Ce rapport décrit le tribut humain qu'ont exigé les attaques par armes à sous-munitions, ainsi que les dégâts résultants et persistants des sous-munitions non explosées sur les territoires de la Serbie et du Monténégro. Il offre de nouvelles données et résultats de recherches sur la situation actuelle, plus de sept ans après la fin de la campagne de bombardements aériens. Un film documentaire y est inclus.

**Lien:** [www.npa.org.yu](http://www.npa.org.yu) et [www.npaid.org](http://www.npaid.org)

## NOUVELLE EN BREF

### Adoption de la Convention sur les Droits des Personnes handicapées

La Convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées, qui a été soumise aux signatures par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 30 mars 2007, pouvait compter immédiatement sur 80 signataires.

La Convention entrera en vigueur un mois après qu'elle ait été ratifiée par un 20e pays.

Cette Convention peut servir de puissant outil en complément des obligations prévues par le Traité d'Interdiction des Mines en matière d'aide aux victimes. Elle pourrait en outre inspirer les négociateurs du futur traité sur l'interdiction des armes à sous-munitions. Handicap International a participé activement au processus qui a mené à l'adoption du texte de la Convention.

#### Pour en savoir plus:

[www.handicap-international.fr](http://www.handicap-international.fr)

## AGENDA

### 18-20 Avril

Réunion du CICR sur les armes à sous-munitions, Montreux, Suisse

### 18-20 Avril

Conférence UE-UA sur les mines terrestres, Addis Abbéba, Ethiopie

### 23-27 avril

Comités permanents du Traité d'Interdiction des Mines, Genève, Suisse

### 9 mai

10<sup>e</sup> anniversaire du Traité d'Interdiction des Mines, Bruxelles, Belgique

**21 mai** Lancement mondial du rapport de HI sur l'impact humain des armes à sous-munitions

### 23-25 mai

Conférence internationale sur les armes à sous-munitions, Lima, Pérou

Pour en savoir plus sur les événements dans le monde:  
[www.icbl.org/campaign/calendar](http://www.icbl.org/campaign/calendar)

Ont collaboré à ce numéro:

Firoz Ali Alizada, Ueli Anken, Simona Beltrami, Jérôme Bobin, Stan Brabant, François De Keersmaeker, Kasia Derlicka, Eva Fischer, Paul Franck, Ed Kenny, Marion Libertucci, Judith Majlath, Thomas Nash, Gustavo Oliveira Vieira, Christophe Scheire, Guiseppe Schiavello, Myriam Struyck, Paul Vermeulen, Anne Villeneuve, Cristian Wittmann.

Coordination: Hildegarde Vansintjan

Pour en savoir plus:  
Handicap International  
Rue de Spa, 67  
B-1000 Bruxelles  
Tél.: +32 2 280 16 01  
Fax: +32 2 230 60 30  
[policy.unit@handicap.be](mailto:policy.unit@handicap.be)  
[www.handicapinternational.be](http://www.handicapinternational.be)